

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Manque de logements adéquats Les coûts méconnus sur la violence conjugale et la scolarité des enfants

Montréal, le 18 juin 2026 – De mauvaises conditions de logement peuvent augmenter le risque de violence conjugale et de décrochage scolaire, engendrant des coûts sociaux et économiques pour l'ensemble de la société. C'est ce que dévoile la note de recherche du projet de recherche *La facture collective de la crise du logement au Québec* dévoilée aujourd'hui par [l'Observatoire québécois des inégalités](#).

Le surpeuplement augmente le risque de violence conjugale

La violence conjugale concerne un grand nombre de personnes au Québec. En 2022, une personne sur trois a rapporté avoir vécu au moins un acte de violence entre partenaires intimes au cours de sa vie. D'après l'étude dévoilée aujourd'hui, les personnes qui vivent dans un logement surpeuplé ont un risque 7,8 % plus élevé de subir ce type de violence, notamment en raison d'un manque d'espace qui peut exacerber les tensions et les conflits au sein du foyer.

Sachant que le coût social et économique de la violence conjugale est estimé à 2,3 milliards de dollars en 2022 au Québec, le coût attribuable au surpeuplement des logements s'élève à 23,2 millions de dollars en 2022 selon les analyses de l'Observatoire. Notons que ce calcul prend en compte seulement la taille des logements en raison du peu de données disponibles.

Par ailleurs, l'étude met en évidence la vulnérabilité des personnes vivant des difficultés financières face à la violence conjugale. « Parmi les personnes qui ont pensé quitter leur domicile en raison de violence sans toutefois le faire, celles se percevant comme très pauvres présentent un risque 59 % plus élevé de se retrouver dans cette situation », souligne Sandy Torres, sociologue et co-autrice de l'étude.

« Les conditions de logement et socioéconomiques contribuent à créer un contexte qui peut être propice aux conflits et fragiliser les victimes, mais il est important de rappeler que c'est un rapport de domination qui est à la racine de la violence conjugale », ajoute-t-elle.

Les mauvaises conditions de logements augmentent le risque de décrochage scolaire

En plus d'examiner l'incidence du manque de logements adéquats sur la violence domestique, les chercheurs se sont intéressés au lien entre les conditions de logement et le développement des enfants. L'analyse mène à un constat préoccupant : les conditions de logement durant les premières années de vie sont liées à la réussite scolaire future.

« Plus précisément, certaines conditions de logement défavorables contribuent à placer l'enfant dans une trajectoire de retard scolaire dès le primaire, pouvant mener à la non-diplomation au secondaire », explique Geoffroy Boucher, économiste à l'Observatoire québécois des inégalités et co-auteur de l'étude. Par exemple, grandir dans un logement nécessitant des réparations majeures augmente le risque de ne pas être diplômé du secondaire de 80 %.

Cette situation génère des coûts importants pour la société. Il faudrait des recherches supplémentaires pour parvenir à calculer le coût attribuable aux mauvaises conditions de logement, mais on sait déjà que la facture du décrochage scolaire est salée car elle a fait l'objet de plusieurs estimations, dont la plus récente a été évaluée à **20,3 milliards de dollars au Québec en 2024**. Ce coût s'explique notamment par la différence de revenu d'emploi entre une personne sans diplôme ni qualification et une personne diplômée, ainsi que la perte de recettes fiscales qui en découle.

Le logement : un levier d'action en santé publique

La présente étude apporte un éclairage inédit sur des enjeux majeurs de santé publique, bien que les données soient encore limitées. Des recherches supplémentaires seraient nécessaires afin de mieux comprendre les liens entre les conditions inadéquates de logement, la violence domestique, le développement des enfants et leur parcours scolaire dans le contexte québécois.

Selon D^{re} Isabelle Samson, directrice de santé publique de l'Estrie, cette étude montre que des conditions de logement inadéquates peuvent entraîner des répercussions importantes sur l'exposition à la violence, le développement des enfants et leur réussite scolaire. « En agissant sur l'accès à des logements de qualité, abordables et adaptés aux besoins des ménages, nous pouvons réduire le cycle de transmission de la vulnérabilité intergénérationnelle, améliorer la santé des occupants et le tout en évitant des coûts importants pour la société », précise D^{re} Samson.

Ces résultats invitent à considérer les politiques d’habitation comme un levier d’action en matière de santé publique et de prévention de la violence domestique, de problèmes de développement durant l’enfance et plus largement des inégalités sociales. Les coûts économiques et sociaux de ces phénomènes pourraient se trouver considérablement réduits en actionnant ce levier.

Cette publication s’intègre dans une vaste étude dont l’objectif est de quantifier les coûts économiques et sociaux qui découlent du manque de logements adéquats – abordables, de taille et de qualité convenables – au Québec. Le premier volet s’est intéressé [aux coûts pour la prospérité économique](#) et le second [sur les soins en santé](#). Elle est menée en collaboration avec les Directions de santé publique de Montréal, de la Montérégie, de Laval, du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale et de l’Estrie, ainsi qu’avec la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l’UQAM (RISS) et la Société d’habitation du Québec.

Les prochaines publications de *la Facture collective de la crise du logement au Québec* traiteront des effets du manque de logements adéquats sur l’itinérance et la consommation énergétique. Elles mettront également en lumière le vécu de personnes menacées de perdre leur logement dans différentes régions du Québec et finalement, elles examineront des pistes d’action pour améliorer les conditions de logement et la santé des populations au Québec.

Pour informations et demandes d’entrevue :

Observatoire québécois des inégalités

Julia Haurio

Directrice des communications

j.haurio@observatoiredesinegalites.com

514 513-8617

Direction de santé publique du CIUSSS de l’Estrie - CHUS

relationsmedias.ciussse-chus@sss.gouv.qc.ca

819 679-6538

À propos de l’Observatoire québécois des inégalités

L’[Observatoire québécois des inégalités](#) produit, mobilise et démocratise des connaissances sur différentes formes d’inégalités au Québec afin d’éclairer la prise de décision et sensibiliser un large public à l’état des inégalités, à leurs causes et conséquences ainsi qu’aux solutions possibles.

À propos de la Direction régionale de santé publique de l’Estrie

La [Direction de santé publique de l’Estrie](#) a pour mission :

- de prévenir les problèmes de santé évitables,
- de réduire les écarts de santé marqués chez les personnes plus vulnérables de nos communautés.



Cette mission s'effectue en collaboration avec des partenaires du réseau de la santé et d'autres secteurs d'activités (municipal, communautaire, scolaire, etc.).